

**OUGANDA**

**Le gouvernement doit traiter de toute urgence le problème des attaques contre les populations civiles**

*Index AI : AFR 59/003/2004*  
*ÉFAI*

Mardi 24 février 2004

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

L'Ouganda doit prendre immédiatement des mesures pour empêcher que ne se produisent de nouvelles atteintes aux droits humains, notamment des massacres de populations civiles non armées, a déclaré Amnesty International ce mardi 24 février 2004 ; l'organisation réagissait à la toute dernière attaque de civils par la LRA (*Lord's Resistance Army*, Armée de résistance du Seigneur), un groupe d'opposition armé.

Amnesty International condamne vigoureusement l'attaque contre le camp de personnes déplacées de Barlonyo dans le district de Lira, dans le nord de l'Ouganda, au cours de laquelle 190 personnes, principalement des femmes et des enfants, auraient trouvé la mort.

*« On ne saurait, en aucune circonstance, justifier l'attaque de populations civiles, a déclaré l'organisation.*

*« L'Armée de résistance du Seigneur doit immédiatement cesser toute attaque contre des civils, mettre un terme aux enlèvements et remettre en liberté tous ceux qu'elle retient captifs, en particulier les enfants, a ajouté Amnesty International.*

*« Les autorités ougandaises doivent faire preuve de leur engagement à respecter le principe fondamental de protection des populations civiles en prenant des mesures effectives pour améliorer la sécurité dans tous les camps de personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda », a conclu l'organisation.*

Au cours des dix-huit années de conflit entre l'Armée de résistance du Seigneur et le gouvernement ougandais, les civils ont toujours été la principale cible des attaques, fournissant le lot le plus important de morts, mutilés, personnes enlevées et victimes de destruction de leurs biens. Il est urgent de régler le problème de ces attaques. Plus d'un million deux cent mille personnes vivent dans des conditions éprouvantes dans des

camps de personnes déplacées dans tout le nord de l'Ouganda.

*« La protection de la population civile doit être la pierre angulaire du droit international humanitaire, a ajouté l'organisation humanitaire. La population civile dans son ensemble tout comme les civils en tant que personnes individuelles ne doivent pas faire l'objet d'attaques » a insisté Amnesty International.*

**Complément d'information**

L'Armée de résistance du Seigneur a attaqué le camp de personnes déplacées de Barlonyo, à environ 26 kilomètres de Lira Town, dans le nord de l'Ouganda, le 21 février 2004, tuant environ 190 personnes et en blessant de nombreuses autres. La population de ce camp était estimée à 4 800 personnes. Il s'agit de la seconde attaque en un mois sur un camp de personnes déplacées dans le district de Lira par l'Armée de résistance du Seigneur. Le 5 février, l'Armée de résistance du Seigneur avait tué une cinquantaine de personnes au camp d'Abia, situé à environ dix kilomètres de Barlonyo. Les autorités ougandaises ont ordonné l'ouverture d'une enquête sur l'attaque du camp d'Abia. ●

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**